

Préface

Les chercheurs en médias qui ne lisent que l'anglais n'ont pas accès à bien des documents disponibles en français dans leur domaine. J'ai découvert au milieu des années 1990, lors de mes premières recherches sur les médias égyptiens et panarabes, que les données et analyses récentes les plus perspicaces – et parfois les seules – se trouvaient dans des sources françaises.

Tourya Guaaybess est une universitaire française pionnière qui a réussi à franchir les barrières linguistiques et les frontières disciplinaires en travaillant en anglais et en français. Lorsque nous nous sommes rencontrées pour la première fois au Caire en 1999, elle travaillait déjà sur le terrain sur les médias égyptiens et, ayant maintenu ses connaissances à la pointe dans ce domaine au cours des vingt dernières années, elle donne à ses travaux profondeur et perspective. Ce regard sous-tend son nouvel ouvrage qui tombe à point nommé, et qui traite de sujets relatifs aux modèles de développement envisagés pour les médias arabes par des personnes extérieures au domaine : universitaires, journalistes et agences d'aide au développement.

Le livre présente donc l'avantage de s'appuyer sur les perspectives française et anglaise du développement en général et du développement par les médias en particulier. Il fait référence, entre autres, à l'un des analystes les plus percutants du concept même de développement, l'auteur francophone Gilbert Rist. Et il le fait à un moment où les anciennes orthodoxies sur les médias et le développement, autrefois adoptées par les donateurs occidentaux d'aide étrangère, font l'objet d'une profonde remise en question. Avec la multiplication des gouvernements autoritaires dans les pays du Nord et du Sud d'une part et, d'autre part, des médias privés de plus en plus soumis au contrôle d'intérêts acquis dans une dynamique que les régulateurs et les autorités publiques ne semblent pas en mesure de juguler, les vieilles certitudes concernant les « transitions » à sens unique de régimes autoritaires vers la démocratie se sont effondrées.

Pendant ce temps-là, malgré l'existence d'un grand nombre d'espaces d'expression en ligne, les observateurs occidentaux ont toujours du mal à appréhender l'opinion publique dans les pays arabes, où l'expression politique et culturelle est étroitement limitée. Comme le montre l'ouvrage, la fragilité de la notion de « rue arabe », malgré son réductionnisme apparemment orientaliste, ne réside pas tant dans le terme lui-même que dans les idées préconçues de ceux qui l'utilisent. Compte tenu de la prolifération entre 2002 et 2010 de tant de nouvelles chaînes en langue arabe financées par des acteurs non arabes – américains, français, allemands, russes, chinois et turcs –, pouvons-nous vraiment douter que ces acteurs sont fondamentalement plus intéressés à parler aux publics arabes qu'à les écouter ? Les paradigmes mouvants de l'aide au développement et de la diplomatie publique à travers les médias entraînent-ils des changements dans le nombre et dans l'efficacité des actions des médias ? Si oui, plus ou moins efficaces pour qui ? Ces pages offrent une analyse particulièrement réfléchie et mesurée de la manière dont se recourent les traditions diplomatiques, la géopolitique et les objectifs de développement des médias aux multiples facettes.

Naomi SAKR

Introduction

Grandeur, décadence et sursaut de l'aide au développement par les médias

« On ne peut comprendre le processus de formation de la pensée sur le développement ni la diversité de ses orientations que si on la restitue dans une périodisation qui correspond aux inflexions du contexte historique dans laquelle elle s'est déployée, et aux conflits d'acteurs qui ont marqué ces différentes périodes. »

(Peemans 2002)

Les théories sur le développement et l'aide au développement sont, en principe, tributaires des terrains d'application et/ou d'observation. Elles concernent un domaine (la santé, le foncier, l'alimentation, etc.), et un espace géographique déterminés. Notre objet porte sur les travaux francophones et anglophones relatifs à la question du développement (Cartier-Bresson 2009) appliquée aux médias dans le cadre des pays arabes. Ces théories et préconisations savantes ont une histoire et leur examen critique est instructif à plus d'un titre ; il en va de même pour les pratiques du développement par les médias.

La construction de la réalité se fait dans et par les relations que nous entretenons les uns avec les autres : nos descriptions, les applications de nos conceptions du monde prennent forme à l'intérieur de la communication et par là même du langage. Attaché à cette position, le « constructionnisme social » propose un très riche éventail conceptuel et ouvre à des pratiques particulièrement productives tout en appréhendant différemment le rôle des médias. C'est une conception fondée sur le principe que les

valeurs, les croyances, les institutions, les coutumes, les étiquettes, les lois, etc. sont construites par les membres d'une culture, par leur interaction de génération en génération et de jour en jour. Ainsi cette approche conçoit-elle l'expérience du monde non plus en termes de système, mais plutôt en termes d'échanges communicationnels, et donc, pour l'essentiel, en termes de contenus communicationnels, d'histoires. C'est dans cette perspective que s'inscrit notre travail sur les médias arabes *tels qu'appréhendés dans les pays du Nord* : aussi bien par les chercheurs que par les agences d'aide au développement des pays occidentaux.

Nous verrons à travers ce travail que nous avons affaire à des perceptions singulières et à des constructions de réalités qui portent sur les différents aspects qui seront abordés dans ce livre : le développement par les médias dans les pays du Sud et dans les pays arabes, les opinions publiques dans ces pays, les moyens de toucher ces publics. L'accent sera mis sur le secteur journalistique qui est, au lendemain des révolutions arabes, l'un des champs d'intervention privilégiés des agences de développement et de coopération.

L'un des principaux aspects de notre conception de la connaissance est qu'elle met en avant le caractère essentiellement collectif de la recherche scientifique. Toute hypothèse, toute connaissance et toute théorie scientifique émergent au sein même de ce que Fleck appelle un « style de pensée ». Ce style de pensée correspond à l'ensemble des normes, des principes, des concepts et des valeurs propres à l'ensemble des savoirs et croyances. Il peut donc être comparé à ce que l'on appelle un « style » en art ou en architecture, qui correspond de la même manière à l'ensemble des règles et des valeurs propres à une époque donnée. Cette notion de style de pensée est indissociable de celle de « collectif de pensée » qui est selon Fleck à l'origine des normes de pensée propres au style de pensée.

Il s'agit d'un système clos et hiérarchisé qui prend notamment la forme de la communauté scientifique, mais qui inclut plus largement l'ensemble de la structure hiérarchique d'une société. Dans la pensée de Fleck, il y a l'idée que chaque connaissance singulière doit être rapportée non seulement à l'ensemble des connaissances propres à une époque donnée, mais encore à l'ensemble des institutions et pratiques propres à cette même époque. De ce point de vue, dire que la science s'inscrit dans le cadre d'un collectif de pensée, c'est dire que la science est ce que l'on pourrait qualifier de « fait social total » (Mauss 1925). Dire que les conceptions du développement des démocraties occidentales s'inscrivent dans le cadre commun de pensée, c'est dire qu'elles obéissent à une idéologie, libérale en l'occurrence, commune.

Ces conceptions s'illustrent tout particulièrement à travers les exemples tirés des théories du développement et en particulier lorsqu'elles sont appliquées au rôle des

médias dans les sociétés arabes. Ces théories s'avèrent être des constructions collectives qui ne sont pas des faits, mais des entités fictives et filles du temps.

Ces théories appliquées nous intéressent à double titre. D'abord parce qu'elles ont donné lieu à des politiques qui ont varié au fil des périodes et qui sont également observables dans d'autres régions du Sud. Surtout, parce qu'elles disent beaucoup de l'observateur. Peut-être en disent-elles davantage sur le chercheur, sur sa posture idéologique, que sur son objet. Et il n'a conscience de cette posture qu'*a posteriori* par un travail de retour sur les travaux.

C'est donc bien le lien médias et « Sud » dans une perspective du Nord qui fait ici l'objet d'une analyse critique. Nous avons choisi de le circonscrire aux pays arabes et de faire cet examen à travers trois prismes : celui des travaux universitaires, celui des représentations médiatiques et enfin à travers les actions de développement dans le secteur des médias. Les travaux, les cadrages médiatiques, les politiques mises en œuvre véhiculent des représentations qui évoluent, nous le verrons, en fonction du contexte international.

1.1. Le villageois, l'État, la « rue arabe » et le jeune blogueur

Les travaux donnent à voir des perceptions d'individus et de sociétés, en l'occurrence ici des sociétés du Maghreb et du Moyen-Orient. Différents acteurs ou figures archétypales y ont dominé au fil des périodes ; nous en avons isolé quelques-uns, éclairants, dans la littérature scientifique en sciences sociales. Ces figures trouvent un écho dans l'imaginaire collectif et médiatique des sociétés des chercheurs eux-mêmes.

Ainsi, une figure semble-t-elle s'imposer dans les années 1960 : celle du Bédouin ou du villageois ; il s'agissait alors de les faire sortir du sous-développement des sociétés dites « traditionnelles », rurales. En effet, après les indépendances, la priorité était de moderniser les zones les plus reculées. Cette image, ce souci du pauvre dans son village de la part du chercheur – et à l'usage du praticien du développement, durera un temps. Elle ne résistera pas à la transformation des sociétés sous l'effet des exodes ruraux, puis dès la fin des années 1980, à la libéralisation économique promue par les institutions internationales telles que le FMI ou la Banque mondiale. Les régimes des pays arabes, continûment autoritaires dans les années 1990 (Salamé 1994), étaient considérés comme les maîtres d'œuvre de ce que l'on considérait comme des « processus de démocratisation » ou des « transitions », ne sachant trop vers quoi.

La science de la transition démocratique ou la « transitologie » a depuis été fortement remise en question (Dobry 2000 ; Dufy et Thiriot 2013 ; Thiriot 2013). La figure de l'État, qu'il soit capitaliste, rentier ou libéral, a suscité des attentes, comme en témoignent les travaux sur son rôle sous les effets de la mondialisation notamment. Ces attentes étaient nourries par un souci pour les sociétés civiles arabes, ou, au contraire, par la crainte d'une explosion de la « rue arabe ». Cette expression remarquable s'avère être ce que l'on pourrait traduire par l'opinion publique arabe qui émerge après la guerre du Golfe et fait florès après le 11 septembre 2001. Durant cette décennie, nous verrons que les pays arabes étaient davantage appréhendés comme des cœurs à convaincre que comme des pays qu'il convenait de sortir du sous-développement. D'où une compétition des différentes puissances internationales pour déployer un arsenal médiatique en direction de cette audience, de cette « rue », comme une foule indistincte et indocile.

Dans les faits, la mainmise sur les ressources matérielles et symboliques, autrement dit du pouvoir, par les élites dirigeantes arabes a été brutalement et sans prévenir remise en question par leurs concitoyens au moment des soulèvements qui se sont amorcés en Tunisie pour gagner l'ensemble des autres pays arabes en 2011. Les « révolutions arabes » mirent fin, pour un temps, à l'image de sociétés passives, à des États tout-puissants, à une « rue arabe » sans visages et sans joie. À ce moment-là, aux yeux du chercheur, et du journaliste occidental, il n'était plus question d'État central ou de sociétés suivistes. Les pays arabes avaient pour tête de gondole, le jeune activiste, connecté. Le blogueur, la blogueuse, le cyberjournaliste ont illustré une société civile contemporaine et postrévolutionnaire.

À l'évidence, ces figures sont simplificatrices, les traits grossis ne masquent heureusement pas des visions et des travaux plus fidèles à des réalités plus subtiles et la multitude des individualités, tant du côté des observateurs que de celui des observés. Le traitement de ces différents types d'acteurs doit être considéré comme des angles analytiques ; il annonce de surcroît le découpage de cet ouvrage qui met en avant ces différentes appréciations des pays d'intervention par les chercheurs et les agences et diplomaties dès lors qu'il est question de médias et pays arabes. Finalement, ces identités archétypales sont autant de jalons dans une rétrospective de l'appréhension du rôle des médias dans les pays arabes.

Notons bien que les théories premières du développement des chercheurs des démocraties occidentales et ayant vocation à s'appliquer aux médias des Suds continuent à imprégner les politiques d'action. De sorte qu'une mise à plat de cette généalogie au fil des décennies serait des plus instructives. Une telle rétrospective, en s'en tenant à cette thématique, semble *a priori* aisée à mettre en œuvre. *Semble* seulement, car elle est en vérité brouillée par des rapports à ces pays qui ne s'établissent

pas sous l'aune exclusive du développementalisme des premières heures et d'un rapport puissances du Nord/pays en développement aussi net. Bertrand Badie a raison de rappeler que les rapports de force simples du temps de la guerre froide sont révolus et que les grandes puissances ont aujourd'hui tout à craindre des pays autrefois sous leur joug (Badie 2013). Ce sont ces bifurcations, ces politiques et actions changeantes et contradictoires selon les enjeux et les événements internationaux que nous allons tenter de dénouer.

Les interrogations auxquelles nous apporterons des éléments de réponse sont plurielles. Dans quelle mesure l'évolution des relations internationales imprègne-t-elle les théories et les pratiques des acteurs de l'aide internationale ? Parle-t-on encore de développement par les médias aujourd'hui et comment ? Qu'est-ce qui détermine la perception des terrains d'action par les chercheurs en sciences sociales et en sciences de l'information et de la communication ? Quelles sont aujourd'hui les politiques de coopération mises en œuvre dans le domaine des médias par les pays occidentaux ? On dit des politiques de coopération qu'elles seraient de plus en plus inclusives – entendre portées par les sociétés civiles ou *bottom-up*. Mais ne demeurent-elles pas prioritairement institutionnelles et étatiques ? Ne s'inscrivent-elles pas surtout dans le cadre de relations bilatérales ou d'organisations interétatiques ? Ces questions ont trait à la fois au positionnement de la recherche et à l'application de ces théories, autrement dit la mise en œuvre de politiques en direction des espaces médiatiques des pays arabes. *In fine*, on le voit bien, c'est aussi le lien entre recherche et pratique qui est interrogé.

1.2. Organisation de cet ouvrage et approches méthodologiques

Ce livre est le fruit de plusieurs années de travail et de réflexion. Dans le premier chapitre, nous reviendrons sur des travaux de référence qui ont été produits sur les médias arabes pour comprendre l'appréhension de ce sujet dans la recherche académique. La revue de la littérature, nécessairement ciblée et sélective, visera à montrer la montée en puissance de l'intérêt pour un sujet peu traité avant une période récente. Aujourd'hui, la multiplication des projets, des rencontres scientifiques et des travaux sur cet objet, avec des spécialisations toujours plus fines témoigne de l'importance d'un sujet, devenu à la fois ordinaire et essentiel pour comprendre des sociétés dans leurs facettes les plus diverses.

Nous pourrons ensuite remonter aux origines, en quelque sorte, et mettre en contexte les travaux qui traitaient plus spécifiquement de la thématique « Médias et développement ». Dans ce cas, la revue de la littérature académique ne permet pas de couvrir l'ensemble des études qui ont été réalisées sur les médias dans les pays arabes ; de fait, c'est aussi au sein d'instances internationales telles que l'Unesco que

l'on trouvera des études sur ces questions. Puis, à l'orée des années 2000, au moment de l'avènement de la « société de l'information » et de l'usage généralisé des médias numériques, bien des études normatives sur le rôle des médias dans les pays du Sud émaneront de l'Union internationale des télécommunications. Le passage de relais est éclairant : l'UIT devient l'espace de réflexion privilégié sur les conditions d'accès des pays du Sud à ladite société de l'information, comme l'Unesco avait été celui des débats sur la circulation internationale de l'information. L'accent se porte sur les « tuyaux », sur l'accès aux outils numériques du plus grand nombre, et laisse de côté les débats sur le déséquilibre mondial en termes de moyens d'information qui avaient fait les heures de gloire de l'Unesco dans le domaine de la communication.

Nous comprendrons, à l'appui de la riche littérature produite par l'UIT au moment du Sommet mondial de l'information, que la convergence numérique reconfigure une vision du développement par les médias dans la mesure où les secteurs des télécommunications et de l'audiovisuel dépendent fortement d'investisseurs privés, en plus des acteurs habituels du secteur public. L'approche, libérale, et fortement économique de l'UIT correspond à un changement de paradigme assumé des institutions internationales. Il nous a semblé toutefois utile de puiser dans les ressources et les indicateurs les plus récents de l'UIT, parmi d'autres institutions, pour mesurer la place relative des pays arabes dans ladite société globale de l'information et pour avoir en tête des données sociodémographiques précises des publics et de leurs usages des médias numériques dans les différents pays arabes.

Pour en rester aux publics des pays arabes et pour révéler les représentations que l'on peut en avoir, nous avons choisi un champ d'investigation différent : la presse écrite française, britannique et américaine et ce que ces journaux nationaux d'information disent des opinions publiques ou, plus exactement, de la « rue » arabe du début de l'usage de cette expression à 2016. Cette analyse critique du contenu de la presse nous montrera que les prénotions ont été balayées au moment des « printemps » arabes.

Au-delà des fantasmes et si l'on s'en tient aux faits, les États ou les hommes d'affaires dans les pays arabes participent de la libéralisation des médias telle que préconisée par les instances internationales. Par conséquent, les discours globaux et lénifiants d'aide au développement par les médias ne tiennent pas plus que celui d'une vision États occidentaux puissants *versus* États du Sud faibles (Badie 2013). Nous observerons cela à travers une géopolitique des médias : l'enjeu pour les pays souhaitant marquer leur présence dans les pays arabes est d'étendre leur zone d'influence. Cela se fait à travers leurs médias, mais aussi les politiques de coopération dans le secteur médiatique. Il s'agit là des résultats d'un travail de documentation et d'enquêtes auprès de journalistes, de formateurs et de responsables d'agences de

coopération. Nous avons puisé nos données au fil des ans¹ et, plus récemment, pour la réalisation de ce manuscrit. En plus des nombreux contacts à distance – au Maroc, en Tunisie, en Algérie ou en Égypte – et de rencontres à Paris ou même au Royaume-Uni en 2015, nous avons réalisé une enquête en novembre 2016 au Caire. Il s'avère que le secteur qui focalise les attentions est celui du journalisme, notamment après les « révolutions arabes ». Comme partout ailleurs dans le monde, une nouvelle forme de journalisme émerge dans des sociétés jeunes et connectées. Pour reprendre, Stephen Reese, professeur américain en journalisme :

« Le journalisme, en tant que communauté de pratiques et d'interprétation, s'adapte à cette arène mondiale d'informations émergente et doit de plus en plus naviguer entre sa tendance "verticale" traditionnelle, quel que soit l'État-nation dans lequel il œuvre, et une perspective "horizontale" transcendant les cadres nationaux. » (Reese 2008)

Les agences de développement qui interviennent sur ces terrains tirant profit de cette seconde tendance en sont conscientes ; et, il se dessine de nouvelles façons de penser les Suds à travers leurs actions dans les pays arabes et les travaux des chercheurs contemporains.

1. Nous avons, par exemple, organisé plusieurs tables rondes et colloques au sujet du journalisme avec des journalistes arabes invités.